

Faillite de l'Europe en Espagne



Article rédigé par *Henri Temple*, le 30 octobre 2017

source[Boulevard Voltaire]Crise catalane: énième preuve de la faillite de l'Europe.

Le Système bruxellois (qui usurpe le beau nom d'Europe) est, depuis qu'il a abjuré les sains principes du traité de Rome, cliniquement mort. Ces sains principes fondateurs que tout le monde semble avoir oublié furent :

- un certain protectionnisme européen externe (tarif douanier commun et préférence communautaire) ;
- un certain protectionnisme national interne, notamment en matière agricole (PAC, quotas et calendriers de campagne encadrant les importations intérieures) ;
- une excellente monnaie commune (ECU) que l'on aurait dû encore améliorer au lieu de la détruire ;
- le respect des frontières et des souverainetés en ce qui concerne les migrations, la monnaie et les politiques étrangères.

Personne ne contestait guère le cadre éprouvé des États-nations que l'on pouvait encore améliorer dans les autonomies régionales et par les mécanismes démocratiques.

Les événements qui suivirent la chute du mur communiste auraient dû alerter les hiérarques. L'URSS se divise en neuf États ; la Yougoslavie éclate, douloureusement, en six morceaux, la Tchécoslovaquie en deux...

L'Allemagne, certes, s'est réunie mais n'est pas totalement préservée de l'irrégentisme bavarois.

Puis survinrent, en quelques mois, les longues tensions flamandes en Belgique et une officieuse quasi-séparation ; le référendum écossais qui vit échouer de peu le projet d'indépendance ; le Brexit en cours de réalisation ; la ferme résistance des pays d'Europe centrale contre les quotas migratoires.

Et, à présent, la sortie proclamée unilatéralement de la República de Catalunya hors du royaume d'Espagne... Il serait vain de tenter de décerner des avis juridiques sur le légalisme des postures des parties confrontées dans cette évitable et dangereuse affaire. On se contentera de compléter le portrait cru de l'Europe qui vient par la désagrégation possible de l'Ukraine (en trois ou quatre parties) et les âpres revendications, au moins économiques, de l'Italie du Nord (Padanie-Lombardie). Et surtout l'invasion migratoire au sujet de laquelle les populations n'ont jamais été invitées à donner démocratiquement leur avis. On ajoutera, bien sûr, aussi le triste état économique de la plupart des pays : nécrose du tissu industriel, ruine de l'agriculture, forte baisse du niveau du pouvoir d'achat, chômage de masse, insécurité, absence de visibilité du futur... Et encore l'échec de l'euro, dont les populations tétanisées n'osent pas sortir bien qu'elles sachent toutes les nuisances qui en sont résultées.

Sur ces questions aussi graves, les politiciens de profession sont incapables d'unir leurs voix, préférant leur ego et leur carriérisme à l'intérêt général ; il ne resterait plus, dès lors (peut-être), qu'une solution : une convergence d'intellectuels (venus de droite comme de gauche) pour affirmer la douzaine de principes souverainistes, démocratiques, économiques, culturels, identitaires et sociaux qui sont indispensables au retour à l'harmonie du bon sens.

Résumons : les Européens se sentent exclus nationalement, démocratiquement, culturellement, identitairement, économiquement, politiquement, socialement.

Dans ces conditions, si l'on peut se désoler de la crise catalane et de la façon dont Rajoy l'alimente, chacun doit absolument en comprendre les ressorts car elle est le révélateur de la faillite du Système bruxellois. Énoncer platement la part de la Catalogne dans le PIB espagnol (une valeur relative), c'est occulter le fait qu'il y existe un énorme endettement public et privé, une insécurité croissante et un chômage élevé (des valeurs absolues).

Catalogne ou Catalunya ? La réponse est sur le fil du rasoir mais la raideur hispanique du gouvernement comme la légendaire obstination catalane font redouter une issue tragique. Bruxelles est incapable de comprendre l'enjeu et les ressorts. Seuls les pays voisins pouvaient et devaient proposer leur médiation : le Portugal, eu égard aussi à sa communauté linguistique avec la Galice ; la France, où l'on parle aussi catalan et occitan. Mais [Emmanuel Macron](#) s'est déjà disqualifié en prenant parti.